



**Une pétition pour la trésorerie**



**Samedi 9 juillet 2016**



*En juillet dernier, les élus, la CGT et la population s'étaient mobilisés*

Samedi 9 juillet, les militants de la CGT Finances Publiques 31 seront présents sur le marché et communiqueront : «Au titre des restructurations pour l'année 2017, la DRFP 31 a annoncé aux organisations syndicales, au mois de mars dernier, la fermeture des trésoreries d'Aspet, Aurignac et L'Isle-en-Dodon. C'est un véritable acharnement que subit le Comminges ! Déjà, en 2008, la direction voulait fermer ces trois mêmes trésoreries. Après une lutte exemplaire des élus, de la population et de la CGT Finances Publiques, le projet avait été abandonné. En 2015, la direction essayait de diviser et menaçait de rayer de la carte la seule trésorerie de L'Isle-en-Dodon. La CGT Finances Publiques 31, avec l'union locale CGT Comminges, était repartie en lutte avec les élus et la population. Comme en 2015, la CGT, qui avait interpellé la candidate aux élections régionales Carole Delga, l'a rencontrée le 31 mai dernier.

**La CGT Finances Publiques repart au combat**

Elle a dit qu'elle combattrait les fermetures des trésoreries d'Aspet et Aurignac. Dès ces annonces de fermetures, les militants de la CGT Finances Publiques 31 sont venus sur les marchés des trois communes informer habitants et élus. Alors qu'en Haute-Garonne, les commissions d'affectations sont en cours, le directeur fait, encore cette année, le choix de ne pas pourvoir les postes dans ces trésoreries alors que plusieurs collègues souhaitent y travailler. Forte de quelques délibérations votées dans certaines communes concernées, la CGT reviendra ce samedi sur les marchés afin de faire signer la pétition pour le maintien de ce service public de proximité. Cette pétition est déjà disponible dans les mairies concernées. Ces projets de fermetures de sites sont soumis à l'avis du ministre des finances. Nous demandons un moratoire sur les fermetures des services publics. Nous appelons les élus, la population à se rassembler et mener la lutte pour un service public de proximité et de pleine compétence».